

## Invité Afrique

Hubert Védrine : « Au Rwanda, seule la France a tenté d'enrayer le mécanisme de la guerre civile »

Pierre Firtion

RFI, 28 mars 2021

**Pas de complicité mais des « *responsabilités lourdes et accablantes* » dans le génocide des Tutsis. Telle est la conclusion du rapport Duclert sur le rôle de la France au Rwanda entre 1990 et 1994. Un document remis ce vendredi 26 mars à Emmanuel Macron. Ce rapport, rédigé par une commission d'historiens menée par Vincent Duclert, pointe « *l'aveuglement* » de Paris face à la dérive génocidaire du régime « *raciste, corrompu et violent* » du président hutu Juvénal Habyarimana. François Mitterrand, le président français de l'époque, y est directement mis en cause. Hubert Védrine était alors le secrétaire général de l'Élysée. Il répond aux questions de Pierre Firtion.**

**La commission Duclert a donc remis son rapport vendredi à Emmanuel Macron. Comment réagissez-vous à ses conclusions ?**

**Hubert Védrine :** Je crois que ce sont les conclusions de M. Duclert lui-même, pas celle

de la commission. Je ne sais pas ce que pense la commission.

En tout cas, on a les conclusions de Vincent Duclert qui sont assez précises. À mes yeux, ce rapport est important pour plusieurs raisons. D'abord, il écarte clairement toute idée de complicité de la France dans le génocide. C'est bien le moins. C'était une accusation non seulement débile mais monstrueuse et fautive. Mais c'est important qu'il le dise. D'autre part, il est assez objectif, me semble-t-il, sur l'opération Turquoise, qui était une opération décidée par le conseil de sécurité des Nations unies, on l'oublie trop souvent. Puis par ailleurs, il ne me prête aucun rôle particulier dans toute cette affaire, que j'ai en effet accompagnée, que je défends et que j'essaie d'expliquer. Mais je n'ai jamais été décideur dans cette affaire. Je ne dis pas cela pour me défaire, car je pense que la France est le seul pays au monde qui a essayé d'enrayer le mécanisme de la guerre civile.

**Ce rapport écarte, il est vrai, la complicité, mais il est néanmoins ex-**

trêmement sévère vis-à-vis de la politique menée à l'époque par Paris. « *La France s'est longtemps investie au côté d'un régime qui encourageait des massacres racistes, est-il écrit dans ce rapport. Elle est demeurée aveugle face à la préparation d'un génocide par les éléments les plus radicaux de ce régime* »...

Je suis tout à fait en désaccord avec cette présentation qui me paraît inexacte historiquement et chronologiquement. Car tout démarre en fait en 1990, avec les attaques du FPR. Personne ne dit qu'il y a un risque de génocide au Rwanda en 1990. C'est à ce moment que le président du Rwanda appelle au secours. La France n'accepte de les protéger contre cette menace militaire que parce qu'il y a un deuxième volet : « *On vient, on vous protège mais il va falloir régler la question des réfugiés tutsis.* » Il y avait deux volets, il faut toujours y revenir.

Car ceux qui ne font qu'attaquer l'action de la France ne parlent que du volet militaire. Le volet militaire de la France n'était pas seulement chargé de contenir les attaques du FPR et de l'Ouganda. Il y avait aussi le volet politico-diplomatique grâce à la présence militaire. Les deux sont liés, pour imposer un compromis aux Hutus et aux Tutsis. Les Hutus n'en veulent pas, car le compromis que propose la France - et qu'elle impose finalement à Arusha à l'été 1993 - était très généreux pour les Tutsis. L'armée prévue pour le Rwanda de l'avenir, 40 % de l'armée aurait été tutsi, alors que les Tutsis à l'époque, dit-on, représentaient 12 à 13 % de la population. La France n'était donc pas l'amie du régime.

Sinon, elle ne lui aurait pas tordu. L'aboutissement de la politique française d'engagement en 1990 face à la menace, ce furent les accords d'Arusha. Après, la France s'est retirée. Il n'y a donc pas de faillite française. Il y a même une réussite française.

**Il y a beaucoup de personnes sur le terrain, des militaires, des agents, des diplomates qui alertent sur la situation sur place et sur les dérives du régime Habyarimana. Visiblement, à l'Élysée on refuse d'entendre ces alertes-là ?**

Je suis en désaccord complet avec cette idée. Si la France est là au début, c'est précisément parce que la France craint cela. François Mitterrand, qui avait une grande connaissance ancienne de l'Afrique - il avait été ministre de la France d'Outre-mer dans sa jeunesse -, avait bien en tête les massacres horribles contre les Tutsis en 1962 au moment de l'indépendance quand les Belges sont partis. Il savait très bien que l'attaque de 1990 du FPR allait déclencher des réactions horribles, qui deviendraient génocidaires dans une partie du monde hutu. On le savait très bien, c'était une course de vitesse. Donc, tous les gens qui alertent disent des évidences, bien sûr. La France était là car elle avait mesuré un très très grand danger en dehors du risque de déstabilisation de la région. Il y avait un grand danger d'engrenage de ce type avec des positions de plus en plus féroces de part et d'autre qu'il faut essayer d'interrompre. Donc, on peut se poser la question : est-ce que la France n'a pas été trop crédule en pensant qu'en ayant enfin imposé les accords d'Arusha à l'été 1993, cela allait marcher ? C'est une question qu'on peut se poser.

**Comment expliquer qu'en avril 1994, après que l'avion du président Habyarimana a été abattu, le gouvernement intérimaire rwandais qui va mettre en œuvre le génocide soit formé à l'ambassade de France ?**

Je ne suis pas d'accord, c'est un raccourci anachronique. Vous reprojetez sur une période de panique dans les premiers jours, une espèce d'interprétation uniquement hostile, comme si la France avait eu des intentions génocidaires, ce qui précisément vient d'être écarté par le rapport Duclert.

**Durant les trois mois qui vont suivre, jusqu'à la fin du génocide, la France ne va-t-elle pas manquer de lucidité quant à la situation sur place ?**

Bien sûr que non. Il y a eu une discussion entre Mitterrand et le gouvernement. Édouard Balladur pensait qu'il ne fallait pas revenir, que ce serait ingérable et que ça se retournerait contre nous. Il a peut-être eu raison d'ailleurs... François Léotard et l'armée ne voulaient pas revenir. Et Alain Juppé a très tôt parlé de génocide, ce dont les Américains ne voulaient pas parler. Les Américains à l'époque n'employaient pas le terme parce qu'ils avaient peur que cela leur crée des obligations juridiques. L'arbitrage a été fait par Mitterrand qui a dit : « *On va revenir parce que c'est trop atroce. Donc, on va essayer de faire une action humanitaire. Mais on revient dans le cadre d'une résolution du conseil de sécurité.* » La France était très lucide. C'est même le seul pays au monde qui s'en préoccupe. Donc, je ne comprends pas que la question soit centrée sur la France. Que pensaient tous les autres pays ? Qu'ont-ils fait ?

La France a demandé dès le mois d'avril au Conseil de sécurité une résolution claire pour encadrer l'éventuelle mission, qui est par la suite devenue la mission Turquoise. Les Américains n'en veulent pas. On va donc attendre fin juin pour qu'il y ait l'autorisation et la mission qui définit Turquoise. Ce n'est pas une opération française mais une opération des Nations unies, dans laquelle il y a action humanitaire, pas d'interposition et évidemment pas d'arrestations. Ce n'est pas la faute de la France. La France est le seul pays à avoir tiré la sonnette d'alarme.

**François Mitterrand est mis en cause dans le rapport. Pourquoi était-ce lui qui prenait les décisions clefs dans ce dossier ?**

C'est une évidence sous la V<sup>e</sup> République que le décideur en dernier ressort est le président. Mais je trouve qu'il y a une focalisation dans le rapport Duclert. C'est un peu facile de s'en prendre à Mitterrand, de lui faire porter une sorte de chapeau, surtout à partir d'une analyse complètement irréaliste du contexte de la région, du contexte du Rwanda, etc. C'est un peu facile et pas très courageux, je trouve. Mais c'est vrai que sous la V<sup>e</sup> République, c'est le président qui a le dernier mot, qui tranche.

**Mais le Rwanda n'était pas une priorité pour la France à ce moment-là ?**

Bien sûr que non.

**Pourquoi François Mitterrand s'investit-il alors autant sur ce pays-là ? En raison de sa proximité avec le président Habyarimana ?**

Il ne s'est pas investi. C'est l'attaque qui déclenche le truc, ce n'est pas Mitterrand. En

plus, il n'était pas plus proche d'Habyarimana que des autres dirigeants africains. Tous les présidents de la V<sup>e</sup> république, en tout cas à cette époque, ont eu des relations assez étroites et assez régulières avec les présidents africains. François Mitterrand avait l'impression que dans une région troublée, l'Afrique des Grands lacs, Habyarimana était plutôt un brave homme qui faisait ce qu'il pouvait. Donc, il n'y a pas eu un investissement spécial.

**Hubert Védrine, on a là un rapport de 1 200 pages, fruit d'un travail de deux ans mené par une commission d'historiens qui a épluché près de 8 000 documents d'archives. On ne peut pas balayer ce travail d'un simple revers de la main...**

Ce n'est pas ce que je fais. Est-ce que je réponds à vos questions ? À ma connaissance, les conclusions sont celles de Vincent Duclert. Je ne crois pas qu'il y ai eu une relecture collective du rapport. Peut-être que je me trompe mais c'est ce qu'on me dit.

Donc, autant je trouvais à la fois débiles et scandaleuses les accusations de complicité de génocide et complètement idiotes les critiques donnant le sentiment qu'il n'y avait qu'une politique militaire de soutien face à la menace, sans tenir compte que l'objectif réel étaient les accords d'Arusha, autant, je pense qu'il y a quelques vraies questions qu'on peut se poser.

### **Lesquelles ?**

La première, la plus importante est qu'en 1990, si François Mitterrand avait dit : « *Il y a une attaque, je connais la région, cela va très mal tourner, guerre civile atroce, mais*

*on n'y peut rien en fait, on n'a pas d'obligation, c'est loin, c'est très compliqué* » ; bref, s'il avait dit : « *On ne fait rien, on fait appel à l'ONU* » qui n'aurait rien fait, cela aurait énormément choqué à l'époque, certes, une partie de l'opinion qui aurait condamné cette abstention, mais on n'en parlerait plus. C'est la première question. Je ne la trouve pas illégitime. Ce n'est pas de l'ordre du délire ni de la folie, c'est une vraie question.

Ensuite, dans le déroulement, je trouve que plus il y avait de signes de violentes offensives du côté FPR et de radicalisation du côté hutu, plus le fait qu'on soit là pour les obliger au compromis se justifiait. Je ne trouve pas qu'il y ait d'erreur claire là-dessus. Et tous ceux qui font les malins en disant : « *Moi, j'ai averti, j'ai averti, on n'a pas tenu compte de ce que j'ai dit* », c'est idiot. La France est précisément là parce qu'elle a anticipé cet engrenage dangereux.

En revanche, après Arusha, quand on atteint les accords donc plutôt favorables aux Tutsis, je le répète, après on se retire. Il y a une mission des Nations unies, la MINUAR, mais qui n'a pas de moyens, un mandat très limité. Donc là, on peut s'interroger là-dessus, à ce moment-là. Mais je sais bien que même si tout le monde a félicité la France au moment d'Arusha - y compris Kagamé, y compris les Américains -, tout le monde savait que le FPR était absolument hostile à l'idée que la France reste parce que le FPR avait ses projets, bien sûr. Mais dans l'idéal, avec le recul, si on reconstruit les choses, s'il y avait eu une autre résolution des Nations unies avec un mandat plus clair pour la MINUAR, un mandat pour intervenir

éventuellement, s'interposer... S'il y avait eu une décision de l'Union africaine, une grosse opération de maintien de la paix, une sorte de monitoring des accords d'Arusha, peut-être qu'on aurait évité la suite, peut-être que l'avion n'aurait pas été abattu, etc.

Je trouve que c'est une interrogation légi-

time. Mais ce débat n'a pas eu lieu depuis quinze ans, car la France n'était accusée que d'avoir été complice de génocide. C'était tellement monstrueux qu'évidemment, le débat se concentrait sur cette pointe extrême. Alors que cela, c'est un débat qui peut avoir lieu peut-être maintenant.